



BURKINA FASO: Amélioration de la qualité des sols par l'aménagement de cordons pierreux au Burkina Faso

Institut für
Entwicklung
und Frieden



UNIVERSITÄT
DUISBURG
ESSEN

Offen im Denken

Voies d'issue à l'extrême pauvreté, la
vulnérabilité et l'insécurité alimentaire

18B GOOD
PRACTICE
CIRCULAIRE

Jana Herold
Karin Gaesing

Amélioration de la qualité des sols par l'aménagement de cordons pierreux au Burkina Faso

Initiative Développement Durable, une organisation non gouvernementale (ONG) burkinabé, abrégée IDD Burkina, travaille en coopération avec l'ONG internationale Terra Verde e.V. à la réalisation d'un projet de réhabilitation des sols dans le Plateau Central du Burkina Faso. Les deux associations œuvrent en étroite collaboration avec les autorités techniques et administratives à l'échelle des provinces et des municipalités, ainsi qu'avec les chefs traditionnels des communautés villageoises. Ce projet est donc la continuation du programme précurseur, Projet d'Aménagement des Terroirs et de Conservation des Ressources dans le Plateau Central (PATECORE), dont les actions couvraient quasiment toute la zone d'intervention, et qui était actif dans la région de 1988 à 2006 en vue de lutter contre la désertification et la dégradation des sols.

Les impacts des cordons pierreux construits sur des courbes de niveau, par les paysans et paysannes de façon autonome, sont plus qu'évidents. Ces rangées de pierres appelées cordons pierreux, diguettes ou digues faites avec des pierres appelées («moellons») permettent de réguler le ruissellement des eaux de pluie, qui emportaient les particules terreuses et même parfois les semences, et de favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol, où elle est alors disponible pour les plantes. Ces mesures, auxquelles s'ajoutent le compostage et d'autres mesures de fertilisation des sols, génèrent de bonnes récoltes et dans certaines zones, les rendements agricoles ont plus que doublé. IDD Burkina soutient les petits agriculteurs dans la planification, la préparation et la mise en œuvre de ces mesures par des formations agricoles poussées, la mise à disposition du matériel nécessaire tel que pelles, brouettes et niveaux à eau, ainsi que l'organisation et le financement du transport des moellons par camions jusqu'aux champs où ils sont utilisés pour l'aménagement des cordons pierreux.

Les mesures de soutien mises en œuvre par IDD Burkina peuvent être considérées comme de «bonnes pratiques» car elles permettent de lutter efficacement et durablement contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en donnant aux petits producteurs les moyens d'améliorer la fertilité de leurs champs de manière autonome (tout en ménageant les ressources).

Mesures de conservation des eaux et des sols, réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire, Plateau central, Burkina Faso



Contexte national du projet

Le Burkina Faso, où l'indicateur de développement humain (Human Development Index, HDI) est de seulement 0,423, se classe en 183^e position sur 188 pays répertoriés au classement du Programme des Nations Unies (UNDP), ce qui en fait l'un des pays les plus pauvres du monde. Le coefficient de Gini, qui est à 35,3 actuellement, montre également que les revenus sont très inégalement répartis dans le pays. L'indice d'inégalité entre les sexes place le Burkina Faso à la 145^e place sur 160 pays (UNDP, 2019a).

La population du Burkina Faso est très jeune. Sur un total actuel de 19 193 382 habitants, plus de la moitié ont moins de 25 ans (World Bank, 2019). D'après le seuil de pauvreté national, qui est très proche du seuil de pauvreté international de 1,90 USD par jour, la pauvreté au Burkina Faso est passée de 52,7% en 2003 à 40,1% en 2014 (World Bank, 2016: XI). Alors que la pauvreté relative a diminué au cours des dernières décennies, le nombre absolu d'individus vivant dans la pauvreté a augmenté en raison de la croissance démographique. Les zones rurales sont particulièrement touchées par la pauvreté (Ibid., p. 43). En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la situation est également précaire. Environ

un quart de la population totale est en situation d'insécurité alimentaire extrême (FAO, 2019), et les deux tiers sont également touchés par les famines saisonnières au moins une fois par an (World Bank, 2016: 43). Les ménages ruraux sont 1,5 fois plus touchés par l'insécurité alimentaire que les ménages urbains et ceux gérés par des femmes. Les ménages où les chefs de familles ne sont pas allés à l'école ont également tendance à être plus touchés par l'insécurité alimentaire (Ibid., pp. 27-28).

Une grande partie de la population rurale travaille dans le secteur agricole, les cultures de subsistance étant prédominantes (Ibid.). L'agriculture est marquée par l'érosion et la dégradation chronique des sols, ainsi qu'une forte dépendance aux changements climatiques. Le surpâturage et la pression démographique viennent encore aggraver la situation (CIA, 2019). D'une manière générale, le climat au Burkina Faso est caractérisé par une courte saison des pluies (entre juin et octobre) relayée par une longue saison sèche, et une pluviométrie annuelle d'environ 600 mm au nord, 600 à 900 mm dans les régions centrales et plus de 900 mm dans les zones méridionales (UNDP, 2019b).



Entre 1988 et 2006, dans le cadre du Projet d'Aménagement des Terroirs et de Conservation des Ressources dans le Plateau Central (PATECORE), des millions de moellons (pierres argileuses) ont été utilisés pour l'aménagement de cordons pierreux le long des champs afin d'enrayer la dégradation des terres et la désertification. Le projet PATECORE était cofinancé par le Ministère allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et a été mis en œuvre par la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) en coopération avec le Ministère burkinabé de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH), la Coopération financière (KfW) et le Deutscher Entwicklungsdienst (DED, Bureau allemand pour la

coopération au développement). Entre 1988 à 2004, grâce au soutien de PATECORE, plus de 40 000 familles d'agriculteurs ont pu aménager des cordons pierreux sur plus de 70 000 hectares de terres cultivées (Particip GmbH, 2005). Déjà du temps de PATECORE, à partir de 2001, la participation active de la population était au centre de toutes les activités de coopération au développement (CD). Ainsi, les familles membres des Organisations paysannes (OP) se sont vu transférer la responsabilité de la planification et de la construction des cordons pierreux. Au début, ils ont pu participer à des formations techniques poussées sur l'aménagement de cordons pierreux et d'autres mesures de conservation des eaux et des sols (CES). Dans l'ensemble, les mesures mises en œuvre par PATECORE ont permis d'accroître les rendements agricoles, apportant ainsi une contribution essentielle à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. En outre, les cordons pierreux ont également conduit à la régénération naturelle de la végétation et des arbres dans les zones de culture, ainsi qu'au relèvement de la nappe phréatique (Particip GmbH, 2005).

Objectifs et activités

Afin de poursuivre les activités de PATECORE après l'achèvement du programme, l'ONG Initiative Développement Durable (IDD Burkina), qui s'appelait alors « Association pour la Lutte Contre la Désertification » (ALCD), a été créée par des anciens collaborateurs du programme PATECORE en coopération avec l'association allemande Terra Verde e.V.

Les objectifs de IDD Burkina sont de promouvoir la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté par le biais de la protection de l'environnement, d'une meilleure gestion des ressources naturelles et de la biodiversité. Il s'agit de donner aux Organisations paysannes les moyens de participer activement aux mesures de CES et de gérer leurs activités de manière autonome. Ces mesures comprennent notamment la construction de cordons pierreux sur courbes de niveau, la promotion du compostage (le compost étant utilisé comme engrais) et diverses techniques de fertilisation des sols. L'ONG est active dans les régions du Plateau Central et du Centre-Nord. Par ailleurs, IDD Burkina exploite un Éco-Centre à Nahartenga, à environ 40 km de la capitale Ouagadougou. L'Éco-Centre est un centre d'information dédié à l'agriculture et à la gestion durable des

ressources, où les thèmes sont abordés et développés sous forme d'affiches, de tableaux et de graphiques – et adaptés aux différents groupes cibles que sont les ONG, les étudiants ou les écoliers.

En novembre 2018, une équipe de l'Institut pour le développement et la paix (INEF) de l'Université de Duisburg-Essen a réalisé une étude dans quatre villages situés à proximité de Ziniaré, dans le Plateau Central. Cette étude repose essentiellement sur les données et les informations collectées lors des discussions thématiques de groupes (FGD), de visites de terrain et d'enquêtes réalisées auprès d'agriculteurs et agricultrices (interviews des chefs de ménage). L'équipe de l'INEF a ainsi pu réunir de nombreuses informations sur l'opinion des populations locales concernées et leur perception du projet et de ses impacts.



Les participants aux FGD ont décrit l'approche et les méthodes de l'ONG IDD Burkina comme suit : après la mise en relation avec les autorités locales et la présentation du projet aux villageois, des ateliers de formation continue intensive sont organisés pour les agriculteurs et agricultrices qui souhaitent participer au projet. Les thèmes abordés concernent l'organisation des agriculteurs et agricultrices dans un premier temps. Des aspects tels que la solidarité, la nécessité de l'entraide et du travail en groupe y sont particulièrement mis en avant. Ensuite, les villageois élisent un président chargé de représenter leur groupe, appelé Organisation Paysanne (OP). Dans de nombreux villages, une majorité des ménages sont membres de l'OP. Les ateliers de formation aux techniques agricoles ont lieu en partie dans les villages, en partie dans les champs. Dans un premier temps, les apprenants sont sensibilisés aux questions liées à l'environnement et à la nécessité d'agir pour s'affranchir de la pauvreté et de la vulnérabilité. Ensuite, ils apprennent à tracer les courbes de niveaux d'un terrain

à l'aide d'un niveau à eau pour l'aménagement ultérieur en cordons pierreux. Enfin, selon leurs propres déclarations, les participants sont formés à diverses techniques, incluant la construction des cordons pierreux, l'installation de compostières et la lutte écologique contre les adventices, notamment contre la *Striga Hermonticala*, une mauvaise herbe très répandue. À la fin de la formation, le matériel – niveau à eau, pioches, pelles, barres à mine, brouettes – est mis à la disposition de l'Organisation paysanne.

La responsabilité de planification et de mise en œuvre des activités est transférée aux membres de l'OP, qui doivent s'organiser de manière autonome. Le travail de IDD Burkina se limite en l'occurrence au soutien de l'OP dans le transport des moellons nécessaires à la construction des cordons le long des champs. Les membres de l'OP se concertent pour déterminer quels producteurs prévoient l'aménagement de cordons pierreux pour l'année en cours, puis ils remplissent un formulaire simple, élaboré spécifiquement à cette fin, où ils déclarent leurs besoins. Une fois que les besoins de tous les villages de la zone d'intervention du projet ont été évalués, IDD Burkina calcule les besoins en camions pour le transport des moellons depuis les carrières où les villageois s'occupent eux-mêmes de les tailler dans la carrière. Un camion doit transporter une charge de six mètres cubes au moins. IDD Burkina élabore ensuite un planning de concert avec les villageois indiquant les dates d'approvisionnement des différents villages. Le transport des moellons des carrières jusqu'aux champs fait l'objet d'un appel à projet lancé à l'échelle locale par IDD Burkina, et il est financé par le projet.



En règle générale, le travail d'extraction dans les carrières a lieu pendant la saison sèche, à partir de novembre. Les agriculteurs – hommes et femmes – se

rendent alors ensemble dans les carrières des collines pour y extraire les moellons les tailler et les concasser aux dimensions adéquates. La construction des cordons de pierres se fait également en groupes de manière à favoriser l'entraide, certains agriculteurs maîtrisant mieux les techniques que d'autres. Dans de nombreux villages, les ONG forment aussi explicitement des agriculteurs et agricultrices aux fonctions d'agent multiplicateur.

Impacts du projet jusqu'à aujourd'hui

L'un des principaux impacts du projet IDD Burkina réside dans le fait que la nécessité d'améliorer la fertilité des sols et de gérer les eaux de manière rationnelle a été bien comprise par les populations locales, et qu'une majorité de paysans et paysannes maîtrisent les techniques de conservation des eaux et des sols. Ils ont pris conscience de la nécessité d'agir s'ils veulent continuer à vivre de l'agriculture, voire survivre, dans leur région. De plus, ces mesures améliorent la fertilité des sols et donc les rendements agricoles, ce qui permet de diversifier les cultures avec des produits céréaliers plus exigeants, tels que le riz et le maïs. C'est un aspect important car les céréales se vendent particulièrement bien et rapidement sur le marché. De plus, les sols étant plus fertiles, ils fournissent désormais plus de nourriture au bétail.



Dans chacun des villages concernés par l'étude, l'équipe de l'INEF a procédé à un classement des richesses, dans lequel les participant(e)s à une FGD devaient dans un premier temps définir les catégories « pauvre », « moyen » et « riche ». Ensuite, ils devaient classer les ménages de leur village dans l'une de ces trois

catégories pour les périodes précédant et suivant le projet. Étaient considérés comme « pauvres » les ménages dont les membres ne prennent qu'un repas par jour et qui ont souvent besoin d'une aide financière extérieure (pour payer les frais de transports, de scolarité etc.). Les ménages « moyens » sont ceux qui sont indépendants financièrement, et possèdent généralement un vélo. Sont considérés comme « riches » les ménages dont les greniers à aliments sont bien remplis, où les hommes possèdent une moto et les femmes et les filles ayant un vélo, et dont les enfants sont scolarisés en cycle secondaire. Souvent, ces familles élèvent aussi du bétail.

Bien que les résultats ne puissent pas être généralisés pour tous les villages où des cordons pierreux ont été aménagés, le classement des richesses (*wealth ranking*) a mis en évidence une amélioration générale des conditions de vie et une réduction de la pauvreté depuis le début des activités du projet. D'après les villageois, cette évolution résulte essentiellement de l'aménagement des cordons pierreux, qui ont permis d'augmenter les rendements et qui, dans le cas d'un village, ont même été clairement identifiés comme le moteur de développement du village. Les revenus supplémentaires générés par de meilleurs rendements agricoles ont pu être investis notamment dans l'élevage de bétail, du matériel agricole ou des moyens de locomotion. Ces investissements ont à leur tour généré une nouvelle augmentation des rendements et des revenus. Certains ont également investi dans un commerce de détail ou dans la construction ou la rénovation de leur maison. Les femmes ont davantage investi dans l'éducation de leurs enfants (frais de scolarité) et dans les soins de santé pour la famille.

En ce qui concerne les impacts sur l'inégalité entre les sexes, les résultats sont mitigés. Traditionnellement, les hommes pratiquent essentiellement les cultures céréalières, comme le maïs et le mil, dans ce qu'ils appellent les « champs de la famille ». Ces champs sont toujours « prioritaires », même lorsqu'il s'agit de l'aménagement de cordons pierreux. Néanmoins, les hommes donnent généralement à leurs épouses une parcelle de terrain où elles peuvent cultiver par exemple des cacahuètes, des pois, des gombos ou des haricots pour leur propre consommation et leur commerce. Les femmes explicitement impliquées dans les OP ont ainsi pu, elles aussi, aménager des cordons pierreux dans leurs champs et bénéficier de leurs effets. De même, les veuves sont soutenues par l'OP pour l'aménagement des cordons pierreux.

Défis à relever et conditions pour réussir

► Les villages où, d'après nos constatations, l'organisation autonome et cohésion sociale entre les villageois étaient les plus importantes, sont ceux qui ont obtenu les meilleurs résultats en termes de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Dans le projet de IDD Burkina, l'organisation autonome et la participation active des agriculteurs et agricultrices à la conception et à la réalisation des activités du projet ne sont pas seulement souhaitées, mais une condition indispensable pour bénéficier d'une formation technique et d'un soutien financier, en l'occurrence le transport des moellons par des camions.



► Afin de pouvoir planifier de manière autonome les mesures de CES/DRS et de gestion rationnelle des ressources, il est essentiel de comprendre leur signification, leur finalité et leur importance. Le projet fournit ici un excellent travail, adapté aux différents groupes cibles, non seulement dans les villages de la zone d'intervention, mais également à l'Éco-Centre, un centre d'excellence de renforcement de compétence et d'information qui bénéficie à tout le pays.

► La cohésion sociale entre les villageois et leur organisation autonome et efficace favorisent le succès des mesures mises en place. Par conséquent, un facteur important pour la réussite du projet et la pérennisation de ses impacts réside dans le suivi des activités des petits producteurs, non seulement pour l'exécution des travaux d'aménagement des cordons pierreux, mais également en ce qui concerne l'organisation des OP. Un suivi permet également de créer et de renforcer les relations de confiance entre les villageois et les animateurs du projet. D'une manière générale, les populations des villages ont le sentiment d'être oubliés par le gouvernement et se plaignent du fait que les politiciens leur

font toujours de grandes promesses, mais qu'ils ne les mettent pas en pratique une fois les élections passées. La présence assidue de collaborateurs du projet dans les villages et un travail de coopération continu renforcent la confiance des paysans et constituent donc un facteur de succès.

► L'implication explicite des femmes est essentielle pour pérenniser les impacts des cordons pierreux générateurs de revenus supplémentaires, car elles investissent davantage dans l'éducation et la santé de leurs enfants et de leurs familles. Ces deux aspects sont absolument essentiels à un affranchissement pérenne de la pauvreté et de la vulnérabilité.

► L'un des défis majeurs à relever si l'on veut assurer le succès pérenne du projet réside dans le fait – dont beaucoup de personnes âgées se plaignent – que les jeunes hommes ne veulent plus effectuer le pénible travail de pose des pierres pour la construction des cordons, mais cherchent à gagner de l'argent plus rapidement et plus facilement, par exemple avec les cultures irriguées (légumes), ou bien en migrant de façon temporaire vers les pays voisins à la recherche d'un travail mieux rémunéré. Dans ces villages, malgré les bons résultats obtenus jusqu'à présent, le taux de pauvreté reste très élevé, étant donné que la migration des jeunes entraîne une réduction de la main-d'œuvre disponible et que donc moins de cordons pierreux peuvent être construits. C'est du reste dans ces villages que la cohésion sociale était la moins forte et que les OP ont le moins bien fonctionné au plan organisationnel.

► Bien que les agriculteurs et agricultrices soient absolument convaincus des avantages des cordons pierreux, ils ne sont pas en mesure d'effectuer la totalité des travaux de construction eux-mêmes, car le transport des pierres sans camion est une tâche des plus pénibles. Le prix d'un chargement de moellons (1 camion) est de 7000 francs CFA (environ 10,68 euros en mai 2019) et il faut environ une dizaine de chargements par hectare de terrain. Un minimum de soutien financier constitue donc une condition essentielle et indispensable à la réussite du projet.

► Les besoins croissants en terres agricoles constituent un autre problème, encore aggravés par une croissance démographique forte. Dans ce contexte en particulier, le travail d'IDD Burkina est d'autant plus important, afin que des terres jusqu'alors inutilisées redeviennent cultivables. Cela permettrait du moins d'augmenter la proportion de terres fertiles.

Conclusions pour la Coopération au développement en général

► La participation et la propriété (*ownership*) sont deux facteurs susceptibles d'accroître de manière significative le degré d'acceptation des mesures de CES/DRS par le groupe cible, mais aussi l'efficacité et la pérennité de ces mesures. Ces objectifs peuvent être atteints en transférant la responsabilité de planification et de réalisation de certaines activités aux bénéficiaires du projet et en adaptant les activités aux besoins locaux.

► Dans les régions où la dégradation des sols est particulièrement marquée en raison de l'érosion hydrique ou éolienne, la gestion rationnelle des ressources naturelles, et en particulier les mesures de lutte contre l'érosion et de conservation des eaux, constituent une condition indispensable à la production agricole.

► Afin de permettre aux villageois et villageoises d'exercer des activités génératrices de revenus pendant la saison sèche (au lieu de migrer vers d'autres régions), il serait utile, en plus de la construction de cordons pierreux, de les aider dans l'aménagement de potagers irrigués dans leurs villages. Cela crée de l'activité pendant la saison sèche, permet de générer des revenus supplémentaires, et de diversifier la nourriture.

► Dans le contexte des projets de coopération au développement, il existe une demande constante d'activités ou de prestations qui ne font pas forcément partie du portefeuille de l'organisation de CD active dans la zone d'intervention du projet. Dans ce cas, il est logique de mettre les personnes en contact avec les institutions susceptibles de leur proposer ces services.



Bibliographie

CIA. Central Intelligence Agency (2019): The World Factbook Burkina Faso, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/uv.html> [6/2019].

FAO. Food and Agriculture Organization of the United Nations (2019): FAOSTAT. Burkina Faso. <http://www.fao.org/faostat/en/#country/233> [6/2019].

Particip GmbH (2005): Etude portant sur les aménagements en conservation des eaux et des sols (CES) du PATECORE-PLT et leurs impacts – notamment sur les rendements. Etude sur requête de JBG GAUFF Ingenieure / Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

UNDP (2019a): Burkina Faso. <https://www.adaptation-undp.org/explore/western-africa/burkina-faso> [6/2019].

UNDP (2019b): United Nations Development Programme (2019): Human Development Data. <http://hdr.undp.org/en/data> [6/2019].

World Bank (2016): Burkina Faso Poverty, Vulnerability, and Income Source. Washington. <http://documents.worldbank.org/curated/en/392811495031260225/Burkina-Faso-poverty-and-vulnerability-analysis> [6/2019].

World Bank (2019): World Bank Open Data. Online: <https://data.worldbank.org> [6/2019].

Illustrations

1 (Photo de couverture): discussion thématiques de groupes, 2: Carte du Burkina Faso (Source: Fabio Pruß 2019), 3: présentation des cordons pierreux à l'Éco-centre, 4: construction d'un cordon pierreux en détail, 5: niveau à eau, 6: *wealth ranking*, 7: une classe d'école à l'Éco-centre, 8: l'équipe d'IDD.

Photos © Jana Herold, Karin Gaesing et IDD 2018.

Notation du projet*

B5 – Intensité de traitement par l'équipe de recherche

G0 – Égalité des sexes

P5 – Participation

A3 – Groupes cibles

* Pour plus de précisions sur le batème et les indicateurs, consulter la circulaire « Good-Practice » (Bonnes pratiques) ou aller sur le site de l'INEF: www.inef-reachthepoorest.de

Déjà publiés dans la « Good Practice » circulaire :

- AVE Handreichung zur Good-Practice-Reihe
- 01 Kenia: Mitunguu Smallholder Irrigation Project
- 02 Kambodscha: Das Kommunale Landtitelprogramm für indigene Bevölkerungsgruppen
- 03 Kambodscha: Schulspeisung mit lokaler Beschaffung. Das "Home-Grown School Feeding Project" des World Food Programme
- 04 Kenia: Der Selbsthilfegruppen-Ansatz in Kitui
- 05 Kambodscha: Verbesserung der Ernährungssicherung ehemals landloser und landarmer Haushalte
- 06 Kambodscha: Gesundheitsfürsorge für die Ärmsten durch den „Health Equity Fund“
- 07 Kambodscha: Wer sind die Ärmsten im Dorf? Erfahrungen mit dem ID Poor-Ansatz
- 08 Kenia: Hunger Safety Net Programme – Soziale Sicherung in Turkana County im Norden Kenias
- 09 Kenia: Diversifizierung der Existenzgrundlage durch Agropastoralismus
- 10 Äthiopien: Landwirtschaftliche Produktion und Nahrungssicherheit in der Amhara Region
- 11 Äthiopien: Livelihoods for Transformation (LIFT) in der Oromiya Region
- 12 Benin: Wiederherstellung der Bodenfruchtbarkeit im Norden Benins
- 13 Benin: Das Beispiel Soja. Die Förderung einer Wertschöpfungskette in Benin
- 14 Äthiopien: Nachhaltiges Management natürlicher Ressourcen reduziert Armut und Vulnerabilität
- 15 Benin: „Positive Abweichung“: Arme Haushalte und trotzdem gesunde Kinder. Bekämpfung der Mangelernährung
- 16 Tschad: Trinkwasserversorgung in Eigenregie der Bevölkerung
- 17 Äthiopien: Soziale Sicherung in Dürregebieten. Das Productive Safety Net Programme

INEF - Projet de recherche

Le projet de recherche vise à élaborer des recommandations utiles à la coopération fédérale/gouvernementale au développement (EZ). L'objectif est d'identifier des mesures capables de mieux atteindre les groupes de population concernés par l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité.

Nous examinons les corrélations entre extrême pauvreté, vulnérabilité et insécurité alimentaire afin d'identifier les blocages ainsi que les facteurs de succès de l'EZ.

Sur la base d'analyses de textes et de sondages menés auprès d'organisations spécialisées en Allemagne et à l'étranger, nous cherchons à repérer les approches ayant conduit à des résultats concluants (« good

practices») et à les analyser en profondeur dans le cadre de l'étude sur le terrain. En plus de la contextualisation sociale, l'aspect genre est fortement pris en considération. Au cours des études réalisées sur place, la participation des populations concernées constitue un élément central afin d'appréhender leur propre perception des problèmes existants et d'envisager des solutions. Dans un premier temps, nous menons nos travaux de recherche en Éthiopie, au Bénin, au Kenya et au Cambodge.

Ce projet est financé par le Ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement (BMZ) dans le cadre de l'initiative « Eine Welt ohne Hunger » (Un monde sans faim) (SEWOH).

Auteurs de la circulaire

Prof. Dr. Frank Bliss
Prof. Dr. sc. pol. Tobias Debiel
Dr. rer. pol. Karin Gaesing
Jana Herold, M.A.
Anika Mahla, M.A.

Éditeur

Institut für Entwicklung und Frieden (INEF)
Universität Duisburg-Essen

Conception

cMore.MEDIA
Lucy Yang

© Institut für Entwicklung und Frieden 2019

Lotharstr. 53 – D-47057 Duisburg
Tel: +49 203 379-4420 – Fax: +49 203 379-4425
inef-sek@inef.uni-due.de
www.inef-reachthepoorest.de
www.inef.uni-due.de
ISSN: 2512-4552